

- Jean-Pierre Taïeb Aïfa, figure politique calédonienne

Jean-Pierre Taïeb Aïfa : "La droiture de Jean Lèques, personne n'a pu un jour la remettre en cause"

Propos recueillis par Yann Mainguet | Créé le 02.06.2022 à 20h55 | Mis à jour le 02.06.2022 à 21h05



Jean Lèques était-il autonomiste ? "Naturellement. On est autonomistes lorsque l'on est à 20 000 kilomètres de la Métropole", observe Jean-Pierre Taïeb Aïfa. Photo Yann Mainguet

Jean-Pierre Taïeb Aïfa, ancien maire de Bourail et autrefois président de l'Assemblée territoriale, se dit aujourd'hui "orphelin". Cette personnalité politique calédonienne était, avec Jean Lèques, les deux derniers élus de 1967 dans le pays. Disparu mercredi, "Jean Lèques était un homme de paix".

Quelle image et quels souvenirs gardez-vous de Jean Lèques ?

Jean Lèques était mon aîné de sept ans. La dernière rencontre remonte à un mois avec le Comité des sages. Mais les souvenirs ramènent très loin. Quand Jean Lèques prend la présidence de l'association Logicoop dédiée au logement social pour les familles de travailleurs, d'ouvriers... Je lui succédais à la fonction. Mais aussi à l'Union calédonienne dans les années 1960. Nous sommes de jeunes militants depuis longtemps, colleurs d'affiches et "imprimeurs" de journaux sur le système "Roneo"... En 1967, nous nous retrouvons sur la même liste aux élections territoriales. Ouvrier de la Société

Le Nickel et syndicaliste, je suis sur la liste du Sud, et suis élu avec Jean Lèques qui était d'une famille aisée mais qui côtoyait les foyers d'ouvriers comme les nôtres.

Pas de distinction...

Il y avait chez Jean Lèques un côté social très marqué, un sens du partage et de l'écoute de l'autre. Et surtout beaucoup d'humilité et de respect. C'est ce qui a fait sa personnalité.

Ces qualités ne lui ont-elles pas servi pour présider toutes les institutions du pays et être de toutes les grandes dates ?

Oui. Cette première mandature avec Jean Lèques, de 1967 à 1972, nous la parcourons avec des réformes profondes, par exemple la première école territoriale d'infirmières. Ce qui démontre qu'il y avait déjà ici un sens des responsabilités et de la formation des hommes et des femmes dans tous les domaines. Je suis beaucoup "en alternance" avec Jean Lèques sur les thèmes du social, du travail, de la santé. Il arrive souvent que lui soit président, moi rapporteur, ou moi président et lui rapporteur.

Puis arrive 1971. Il n'y a pas un divorce, mais une séparation, sur le fait que le choix de l'Union calédonienne en congrès à Robinson porte sur l'autonomie interne. Une fraction du parti dont font partie Jean Lèques, Max Frouin, Georges Nagle, Armand Ohlen... quitte le mouvement, et fonde le MLC, le Mouvement libéral calédonien. Pendant cette période, je suis secrétaire général de l'UC, mais il n'y a pas d'opposition farouche entre l'Union calédonienne et l'équipe du MLC. Il y a une divergence dans la perception politique.

Le choc sera plus rude quelques années après.

En 1977, l'UC opte pour l'indépendance. À partir de-là, je quitte l'Union calédonienne. On se retrouve quelque temps après à l'élaboration d'une majorité à l'Assemblée territoriale où encore par alternance avec Jean Lèques on est à la présidence.

Avez-vous continué à garder des contacts ?

Oui. J'étais maire de Bourail depuis 1977. Lui de Nouméa depuis 1986. Nous avons souvent eu des réunions ensemble. Jean Lèques avait une fibre sociale très forte. Le partage n'était pas chez lui quelque chose de forcé. On s'est

rencontrés régulièrement. Une anecdote, lorsque je suis fait Officier de la Légion d'honneur, je lui demande de me la remettre. Et là, Jean Lèques a été enthousiasmé. C'était un homme extraordinaire. D'une très grande générosité. Pratiquant catholique marié à une protestante. Proche du monde mélanésien. Proche du monde ouvrier.

Ami donc, jamais ennemi ?

À notre époque, il y avait un profond respect des idées et des croyances. On ne s'insultait pas. On n'était pas d'accord, il y avait des débats. Lorsqu'il y a eu de forts débats pour la Nouvelle-Calédonie, on arrivait toujours à trouver des compromis. Jean Lèques était un homme de compromis. Compromis ne voulait pas dire compromission. En politique, les hommes qui ne sont pas capables de trouver un compromis, ne peuvent pas réussir.

Quand les premiers Kanak revendiquent l'indépendance dans ce pays, avec Nidoïsh Naisseline et autres, des gars comme Jean Lèques sont capables de les recevoir, d'écouter et de discuter avec cette jeunesse. Aujourd'hui, chacun a l'impression d'avoir la vérité totale. Dans ce pays, il n'y aura pas de vérité totale. Il y aura obligation de nos hommes et femmes politiques de rentrer dans une carapace d'humilité, de respect et d'écoute de l'autre. C'était une des grandes qualités de Jean Lèques. Sa droiture, personne n'a pu un jour la remettre en cause.

"La définition antique du sage"



Le président de la République a salué le parcours d'un homme au "service de la paix".

Le décès de l'ancien maire de Nouméa Jean Lèques a suscité une vague d'émotion au-delà des frontières du Caillou.

Mercredi soir, le président de la République, Emmanuel Macron, a rendu hommage à cette *"vie consacrée au service de notre pays, de la Nouvelle-Calédonie, et de la paix"*.

"À l'heure où s'éteint le premier président du gouvernement collégial de Nouvelle-Calédonie issu de l'accord de Nouméa, accord qui s'achève, il nous appartient de bâtir collectivement les futures institutions de la Nouvelle-Calédonie dans le respect [...] du choix, librement consenti et par trois fois exprimé, des Calédoniens. En cela, la mémoire de Jean Lèques nous oblige", a salué le chef de l'État.

"Jean Lèques a consacré sa vie à la Nouvelle-Calédonie et en restera à jamais une éminente figure", a tweeté la ministre des Outre-mer, Yaël Braun-Pivet, saluant *"la mémoire de ce grand engagé"*.

Sébastien Lecornu, l'ancien pensionnaire de l'hôtel de Montmorin à présent ministre des Armées, qui avait rencontré à plusieurs reprises le responsable, a fait part de sa *"grande tristesse, j'adresse à sa famille, ses proches, à tous les Calédoniens, mes sincères condoléances. Une grande et haute figure calédonienne nous a quittés."*

Jean-Jacques Urvoas, ancien ministre de la Justice des gouvernements Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, qui a notamment été rapporteur de la Mission d'information permanente sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, a également tenu à saluer la mémoire d'un homme qui *" assumait une fonction indispensable : baliser avec justesse la route de ceux qui voulaient comprendre la Nouvelle-Calédonie. Sa grandeur ne tenait pas qu'à sa taille. Il répondait à la définition antique du sage."*

Le président du Sénat a également fait part de sa tristesse, évoquant *"un homme de devoir et de fidélité ayant le souci constant du dialogue indispensable à la construction d'un destin commun à l'ensemble des Calédoniens."*